

Gestion des défis transfrontaliers

Les agences du Système des Nations unies au Bénin et au Togo en retraite à Lomé



PAGE 3

INCLUSION FINANCIERE



Echos des bénéficiaires des produits Fni

Les expériences de Mlle Lalabia Gado Jacqueline, promotrice de Anaïs coiffure

Dans ce nouveau numéro de votre rubrique "Echos des Bénéficiaires des produits FNFI", votre journal Togo Matin vous conduit dans la Région de la Kara, 420 km au nord de Lomé,...

PAGE 2

DEVELOPPEMENT



Infrastructures

Vers la réhabilitation de plus de 1 000 forages au Togo

L'Etat va réhabiliter plusieurs forages sur toute l'étendue du territoire. Ces travaux de réhabilitation devraient commencer ce mois de septembre. Au total 1 639 forages seront réhabilités au Togo dans le cadre de ces travaux...

PAGE 5

« Give them a smile »

Gabine Amoussou donne du sourire aux enfants nécessiteux

Dans le sillage de la rentrée scolaire 2019-2020 qui vient de démarrer, de bonnes volontés continuent de se manifester pour aider les enfants

PAGE 11



Elections des maires et menaces de sanctions à l'ANC

La démocratie tant réclamée se fait rare au sein de certains partis

Quelques jours après l'élection des tout premiers maires dans certaines communes du Togo, le climat est tendu au sein du parti Alliance nationale pour le changement (ANC). Les premiers responsables de ce parti menacent de sanctionner certains de leurs conseillers municipaux soupçonnés d'avoir aidé le pouvoir à obtenir certaines mairies...

PAGE 3

DERNIERES HEURES

Tchitchabalo Songai N'dassim prend les commandes du FNFI

Le Fonds national de la finance inclusive (FNFI) a un nouveau directeur général. Nommé par décret vendredi 13 septembre, Tchitchabalo Songai N'dassim a officiellement pris fonction lundi 16 septembre. Portrait d'un directeur général au parcours diversifié. Sitôt après sa nomination, il a pris service ce lundi après-midi. Le nouveau patron du FNFI est présenté par ceux qui le connaissent comme un homme d'une réelle volonté, très travailleur et d'un professionnalisme efficace parce qu'ayant un riche parcours. Titulaire d'un diplôme d'études supérieures en Banque et Finance à Dakar au Sénégal, Tchitchabalo Songai N'Dassim était avant sa nomination, consultant auprès des institutions de microfinance et chargé de cours sur les produits d'épargne, la réglementation bancaire et l'analyse des risques crédits à l'Institut supérieur en sciences économiques et commerciales (Issec) - Kouvahey....

PAGE 3

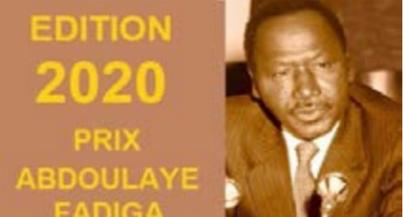
Dossier / Rentrée scolaire 2019-2020

Qu'en est-il du téléphone en milieu scolaire au Togo ?

L'année scolaire 2019-2020 a officiellement débuté hier 16 septembre 2019 sur l'ensemble du territoire national. Début d'une nouvelle aventure qui ressasse la thématique de l'usage des téléphones en milieu scolaire au Togo...



PAGES 6-7

 <p>Les élèves retrouvent le chemin des classes ce lundi</p>	SOMMAIRE	<p>Recherche économique L'édition 2020 du Prix Abdoulaye Fadiga lancée par la Bceao</p>  <p>EDITION 2020 PRIX ABDOULAYE FADIGA</p> <p>P 5</p>	<p>Interview / Lutte contre le changement climatique Koffi Agbossoumonde confirme la naissance de cinq nouveaux écovillages pour bientôt</p>  <p>P 10</p>	<p>Grâce à Rotary Club Zénith et Doyen Les enfants de Missawomé d'Agou ont de quoi passer une bonne année scolaire</p>  <p>P 11</p>
---	----------	--	--	--

Echos des Bénéficiaires des Produits FNFI

Les expériences de Mlle Lalabia Gado Jacqueline, promotrice de Anaïs coiffure

Dans ce nouveau numéro de votre rubrique "Echos des Bénéficiaires des produits FNFI", votre journal Togo Matin vous conduit dans la Région de la Kara, 420 km au nord de Lomé, pour partager les expériences de Mlle Lalabia Gado Jacqueline, promotrice de Anaïs coiffure, bénéficiaire du produit "Accès des Jeunes aux Services Financiers (AJSEF) du Fonds National de la Finance Inclusive (FNFI).



Mlle Lalabia Gado Jacqueline

Le Produit AJSEF vise les jeunes diplômés sans emplois, les jeunes artisans avec à la clé un appui financier devant permettre à ces derniers de démarrer ou de consolider une activité génératrice de revenus. Depuis la mise en œuvre du Produit AJSEF sur le terrain, des milliers de jeunes de toutes les régions ont

eu accès à ce produit qui a induit de nombreux changements dans leur quotidien. Au nombre de ces bénéficiaires, Lalabia Gado Jacqueline, 30 ans résidant à Kara dans la préfecture de la Kozah. " J'ai 30 ans et je suis coiffeuse de formation. Après l'obtention de mon certificat il ya quelques années, j'éprouvais d'énormes difficultés

à m'acheter des kits d'outillage pour démarrer mes activités. Cela constituait des soucis pour moi. J'ai suivi avec beaucoup d'intérêt la cérémonie de lancement du Produit Accès des Jeunes aux Services Financiers (AJSEF). Quelques semaines plus tard, une équipe du FNFI est venu dans la région de la Kara pour

animer des émissions de sensibilisation sur les radios locales. Les émissions étant interactives, j'ai appelé et j'ai posé plusieurs questions qui m'ont permis de mieux cerner les contours de ce produit. Certaines de mes amies de bonne foi du quartier et moi nous sommes constituées en groupe solidaire et nous nous sommes rendus auprès de PROMOFINANCE Kara pour nous faire enregistrer. Nous avons suivi tout le processus." Un processus de formation en création de micro entreprise et gestion de crédit indispensable avant tout déblocage de crédit, la formation étant assurée par des Prestataires de Services Techniques. La formation est indispensable afin de doper les capacités des bénéficiaires à mieux rentabiliser leurs activités.

" Après la formation qui je l'avoue était très intéressante, j'ai obtenu un premier crédit de 300.000 F CFA qui m'a permis de louer un petit local, d'acheter des kits de coiffure et de pouvoir monter mon atelier que j'ai baptisé Anaïs Coiffure. Je dois avouer que je me suis installée dans un nouveau quartier ici à Kara et j'ai la chance de posséder l'un des rares ateliers de coiffure dans ma zone. Ce qui fait que j'ai assez de clientes et je parviens

à dégager un bon chiffre d'affaire." Un an plus tard, Jacqueline a soldé le premier crédit qu'elle a reçu et sollicite un second crédit sensé lui permettre de diversifier ses activités. Mais elle n'ignore pas que le second crédit également de 300.000 FCFA est également remboursable sur une période de 12 mois.

" J'ai pu mesurer une fois que j'ai soldé le premier crédit combien le crédit AJSEF m'a permis de prendre mon destin en main et de gagner le pari de mon devenir. Parce que j'ai réussi à rentabiliser le premier crédit que j'ai reçu, j'ai fait la demande pour obtenir le second crédit également de 300.000 FCFA. Ce crédit m'a permis d'ajouter à mon activité de coiffure, des activités secondaires telles que la manucure et la pédicure. Comme vous le savez, ce genre d'activités marchent de père. Quelqu'un qui veut se faire belle de la tête veut également avoir des mains et des pieds bien jolis. C'est profitable pour moi d'avoir su allier ses trois composantes." L'expérience de Jacqueline est passionnante et recoupe celles de plusieurs autres jeunes à travers le pays qui ont eux aussi rejoint la dynamique de l'inclusion financière.

KD



Récépissé N° 0522/31/03/15/HAAC
Edité par DIRECT MEDIA RCCM
N° TG. LOM 2015 B 1045
BP : 30117 Lomé - Togo
Tél : (+228) 22 25 02 23 /
90 15 39 77 / 97 87 12 42
Facebook: togomatin
E-mail : atogomatin@gmail.com
Site web: www.togomatin.tg
Tw: @togomatin1
Mson de la Presse: Casier N° 53
Siège
Cacavéli: 04, Rue Satelit, 3e Mson avant Groupe Cafper

Directeur de publication :
Motchosso Kodolalkina

Secrétaire de rédaction :
Rachidou Zakari

Responsable web:
Carlos Amevor

Comité de rédaction:
Françoise Dasilva
Alexandre Wémima
Edem Dadzie

Edodji Nadia

Attipoe Edem Kodjo

Responsable administrative:
Gloria Léma Yagla

Service commercial:
DIRECT AGENCE
Tél:(+228) 70 00 47 73 / 97 73 00 00

Graphiste:
Eros Dagoudi

Imprimerie: Direct Print

Distribution : Togo Express

Tirage : (2000 exemplaires)

DERNIERES HEURES

... Et si, peu d'informations filtrent sur lui, Tchitchabalo Songai N'Dassim est surtout connu pour sa carrière dans la finance et la gestion de risques au sein de plusieurs institutions et banques où il a fait ses classes tantôt comme inspecteur, tantôt comme directeur des opérations, tantôt comme directeur général. Cette fois-ci, sous l'autorité directe du secrétariat d'État, ce père de famille aura la lourde tâche de maintenir la dynamique en cours au niveau du Fonds mais poursuivre et élargir

l'offre d'impact social voulu par le chef de l'État à travers la finance inclusive.

Tchitchabalo Songai N'Dassim a une expérience significative. A commencer par janvier 2001, où il entre à la Cellule d'appui et de suivi des institutions mutualistes ou coopératives d'épargne et de crédit (CAS-IMEC) au ministère de l'Économie et des Finances. Il fut pendant sept ans, inspecteur, contrôleur des Systèmes financiers décentralisés (SFD). Il multiplie de nombreuses fonctions et occupe divers

postes durant sept ans au sein de la Banque populaire pour l'épargne et le crédit (BPEC SA) : assistant au directeur d'exploitation et du réseau, chef service analyse et étude des risques de crédit... Il passe également par les services du développement et de la stratégie de cette banque. Ce manager également diplômé de sciences de gestion à l'Université de Lomé rejoint ensuite en 2016, la Société immobilière du 3ème millénium (Sim3). Il était chargé de l'évaluation financière des différents projets immobiliers, de la

recherche du financement pour les projets de la société et de la mise en place des différentes procédures de travail et surtout du dispositif de contrôle interne. Il y reste une seule année, avant de rejoindre la Financière africaine de microprojets au Togo (Finam Togo-SA) où il occupa successivement les postes de directeur des opérations et de directeur Général.

C'est alors un homme averti qui prend les commandes du Fonds national de la finance inclusive. Il a du métier et s'y

connaît. Et ceci au niveau de toutes les ressources intellectuelles et techniques que nécessite la gestion efficace selon les normes et dans la droite ligne de l'axe stratégique 3 du Plan National de Développement (PND 2018-2022) qui porte sur la consolidation du développement social par le renforcement des mécanismes d'inclusion. Assurément l'expérience de Tchitchabalo Songai N'Dassim offrira efficacement plus de résultats à cet effet.

La rédaction

Elections des maires et menaces de sanctions à l'ANC

La démocratie tant réclamée se fait rare au sein de certains partis

Quelques jours après l'élection des tout premiers maires dans certaines communes du Togo, le climat est tendu au sein du parti Alliance nationale pour le changement (ANC). Les premiers responsables de ce parti menacent de sanctionner certains de leurs conseillers municipaux soupçonnés d'avoir aidé le pouvoir à obtenir certaines mairies. L'on se demande alors quelle place ces derniers veulent donner à la démocratie, à la décentralisation et aux libertés locales.

L'élection des maires dans les communes de la préfecture du Golfe a suscité un débat houleux en fin de semaine dernière. Au début de la polémique, c'est l'ANC qui accusait la Coalition des 14 d'avoir négocié dans le Golfe 5 permettant à Kossi Agbégnéga d'être élu maire. La C14 rejette les accusations et accuse à son tour Jean-Pierre Fabre d'avoir manœuvré pour obtenir un poste de maire.

Et voilà que dans un communiqué signé par le vice-président de l'ANC hier, le parti orange menace certains de ses conseillers municipaux d'avoir contribué à l'élection de maires issus de l'Union pour la

République (Unir). Selon le bureau national de l'ANC, ces derniers auraient dans le Golfe 3 et Amou 2 manqué à leurs obligations de respect des consignes et directives régulièrement débattues et décidées par les instances dirigeantes.

« Ces responsables auraient, en dehors de leurs aires de compétence et sans aucun mandat à cet effet, pris des décisions contraires aux instructions du parti et à ses intérêts », précise le communiqué. Une commission spéciale ad-hoc est donc mise sur pied pour vérifier les faits, identifier les personnes concernées et proposer les sanctions disciplinaires subséquentes

qui seront prises après audition des intéressés, conformément aux statuts et au règlement intérieur du parti.

Face à cette situation il est nécessaire de se poser certaines questions auxquelles peut-être nos chers politiciens togolais voudront bien répondre : en politique, est-ce mauvais de négocier ? Afin de promouvoir l'intérêt général, le conseiller municipal à l'image du député ne peut-il pas prendre des décisions qu'il juge réalistes même si son parti donne d'autres orientations ? D'ailleurs, comme n'importe quel citoyen, le conseiller municipal n'est-il pas libre de



Jean-Pierre Fabre, président national de l'ANC

ses pensées, ses choix et ses actions ? Au Togo, l'on devra à un moment faire un choix : faire la démocratie ou ne pas la faire. La démocratie doit commencer dans les maisons, nos quartiers, nos associations et les partis politiques.

Le constat est fait que ce n'est pas encore vraiment le cas. Le problème ne se pose pas uniquement à l'ANC. La présente situation ne fait que rouvrir le débat. Il va falloir en tout cas s'y pencher sérieusement.

Edem D.

Gestion des défis transfrontaliers

Les agences du Système des Nations unies au Bénin et au Togo en retraite à Lomé

Les agences du Système des Nations unies (SNU) au Bénin et au Togo étaient hier en retraite à Lomé. Cette réunion s'inscrit dans la volonté de ces organisations onusiennes de partager leurs expériences en ce qui concerne leurs appuis aux Etats pour une meilleure gestion des défis transfrontaliers.

L'initiative voit le jour pour la première fois et c'est Lomé qui est choisie pour l'accueillir. Il s'agit selon Damien Mama, coordonnateur-résident du Système des Nations unies (SNU) au Togo de l'illustration d'un nouveau mode opératoire dans le cadre de la réforme du système de développement des Nations unies. Lors de la réunion, les deux

équipes pays ont donc exploré les opportunités de collaboration inter-agences, examiné les défis communs, identifié les projets et actions conjointes à mener et partagé les bonnes pratiques pour renforcer la mise en œuvre de l'agenda 2030 en lien avec les priorités nationales de développement dans les deux pays.

« Les défis sécuritaires, environnementaux et sociaux qui se présentent à nous aujourd'hui vont au-delà des frontières. Les Etats pris isolément ne peuvent pas y faire face », reconnaît Damien Mama.

Les participants ont aussi défini les actions à mener dans les zones transfrontalières pour mieux appuyer les gouvernements des deux pays dans la réponse aux défis transfrontaliers. Ceux-ci ont aussi explorés les approches de partenariats conjoints y compris



Photo de famille

l'engagement conjoint avec les organisations régionales, les banques de développement et les organisations non gouvernementales qui couvrent les deux pays. Et ce n'est pas le professeur Robert Dussey, ministre togolais des Affaires étrangères, de l'Intégration africaine et des Togolais de l'extérieur qui ne pourra pas apprécier l'initiative.

« Aujourd'hui, nos Etats tout en restant les premiers acteurs des

défis transfrontaliers ne peuvent se passer du soutien des Nations unies. Avec la croissance des défis transfrontaliers, les Etats sont obligés d'agir et ensemble. L'exercice de la responsabilité collective dans le cadre des organisations internationales dans la lutte contre le terrorisme et d'autres défis sont une nécessité », a-t-il déclaré lors de son discours d'ouverture.

Edem Dadzie

0%

de taux de remboursement
sur 12 mois*

Prêt scolaire

Donnez des ailes à l'éducation de vos enfants

Du 15 Juillet au 15 Octobre 2019



La Banque Autrement
www.corisbank.tg



Recherche économique**L'édition 2020 du Prix Abdoulaye Fadiga lancée par la Bceao**

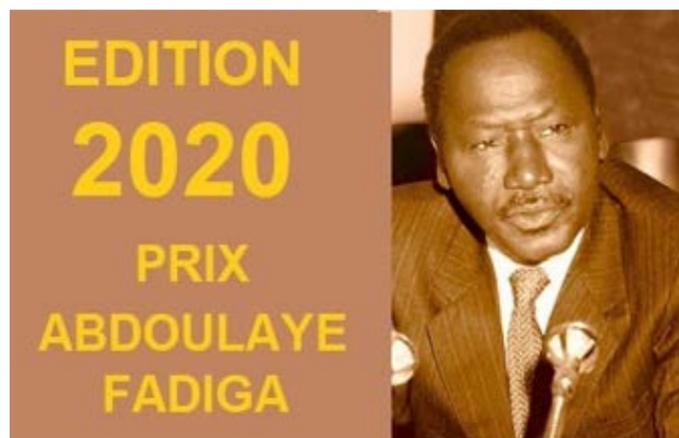
La Banque centrale des Etats de l'Afrique de l'ouest (Bceao) a lancé un appel à candidatures pour l'édition 2020 du Prix Abdoulaye Fadiga pour la promotion de la recherche économique. Les candidats ont jusqu'au 30 juillet 2020 pour postuler à ce concours.

Ce prix est ouvert aux chercheurs âgés de 45 ans au plus au 31 décembre 2020 des huit Etats membres de l'Uemoa (Union économique et monétaire ouest africaine) à savoir le Bénin, le Burkina, la Côte d'Ivoire, la Guinée-Bissau, le Mali, le Niger, le Sénégal et le Togo, résidant ou non sur le territoire de l'Union.

Les thèmes des articles des candidats pour cette édition du concours devraient s'inscrire dans les thématiques suivantes : l'analyse du secteur financier et monétaire,

à travers l'identification de ses caractéristiques principales et sa contribution au développement économique et social des Etats membres de l'Union. Cette analyse peut porter notamment sur la politique monétaire de l'Union et ses mécanismes de transmission, le marché du crédit, le financement de l'activité économique, les liens entre le secteur financier et le reste de l'économie ainsi que sur les perspectives de développement du secteur financier et son impact sur les économies de l'Union a

précisé la Bceao. Les autres thématiques retenues pour ce concours sont : l'examen de questions macroéconomiques relatives aux finances publiques, à l'endettement public et à la coordination entre politiques monétaire et budgétaire ; les préoccupations relatives à l'intégration économique régionale, en particulier les conditions de viabilité des unions monétaires en Afrique de l'ouest ; l'évaluation des contraintes liées aux chocs exogènes, notamment les fluctuations des cours des matières premières agricoles et



minières qui affectent la croissance au sein de l'Union ; l'analyse de questions relatives à l'emploi, à la croissance économique et à la stabilité des prix dans les pays en développement. D'un montant de 10 millions FCFA, le Prix Abdoulaye Fadiga pour la promotion de

la recherche économique récompense un travail de recherche original portant sur un sujet d'ordre économique, monétaire ou financier présentant un intérêt scientifique avéré pour les Etats membres de l'Uemoa et pour la BCEAO.

Félix Tagba

Infrastructures**Vers la réhabilitation de plus de 1 000 forages au Togo**

L'Etat va réhabiliter plusieurs forages sur toute l'étendue du territoire. Ces travaux de réhabilitation devraient commencer ce mois de septembre. Au total 1 639 forages seront réhabilités au Togo dans le cadre de ces travaux. L'objectif est d'améliorer les conditions de vie des populations en leur permettant de disposer de l'eau potable.

Plusieurs forages en panne au Togo seront réhabilités a annoncé le ministère de l'Eau, de l'Équipement rural et de l'Hydraulique villageoise. Cette réhabilitation concerne les forages équipés de pompes à motricité humaine. Les travaux font suite à l'opération d'inventaire des

forages et mini-adductions d'eau potable en milieu rural et semi-urbain. La série de réhabilitation des forages s'inscrit dans le cadre du volet eau et assainissement du Programme d'Appui aux Populations vulnérables (PAPV). Ce Programme vise à contribuer à l'amélioration significative



Construction d'un forage

des conditions de vie des populations vivant dans les zones peu ou mal desservies par les

infrastructures d'eau potable à travers la restauration de la desserte en eau potable dans les

localités où les forages sont tombés en panne mais aussi à travers l'extension du réseau et points de distribution d'eau potable.

Pour le ministère en charge de l'Eau, les travaux de réhabilitation des forages s'inscrit dans la droite ligne de l'amélioration des conditions de vie et d'accès à l'eau potable des populations situées dans les zones rurales du pays. Le Programme d'appui aux populations vulnérables a déjà permis de réhabiliter plusieurs forages sur toute l'étendue du territoire.

Félix T.

Investissement**Le Forum Invest in west Africa reporté en novembre**

Initialement prévu pour les 3 et 4 octobre à Lomé, le forum Invest in west Africa est finalement reporté. Selon les organisateurs, la rencontre se tiendra finalement en novembre.

« Pour des raisons indépendantes de notre volonté, le comité d'organisation et de pilotage du forum Invest in West Africa informe du report du forum Invest in West Africa. Le Forum est décalé au mois de novembre 2019. Les dates précises seront communiquées incessamment. Il s'excuse par avance des désagréments causés par ce report » ont annoncé les organisateurs du Forum. Cette première édition du forum se tiendra sous le thème « Financer les PME-PMI à fort potentiel,

amplifier les partenariats public-privé ».

Le Forum Invest in west Africa est totalement orienté sur les transactions et vise à accélérer la transformation économique de l'Afrique de l'ouest. Il offre également aux investisseurs l'opportunité de découvrir et de saisir en un seul lieu le potentiel offert par cette région en forte croissance. Pour le délégué général du Forum « Invest in West Africa est un one-stop shop, qui permettra au secteur privé régional,

PME-PMI, aux décideurs publics, régionaux et internationaux, investisseurs, organismes consulaires d'explorer en un seul lieu, les opportunités qualifiées de croissance, d'affaires et de développement ».

Le forum Invest in west Africa va rassembler des investisseurs, des leaders économiques, des actionnaires, des dirigeants de PME-PMI, des organisations régionales et internationales, des membres des sociétés civiles. Il s'agira de

combiner les efforts de tous ces acteurs pour améliorer l'attractivité de l'Afrique de l'ouest et doper la compétitivité de cette région. La rencontre permettra aussi d'orienter les flux entrants d'investissements, y compris les investissements directs étrangers (IDE) et les investissements intra-africains vers les secteurs économiques à fort potentiel, et créateurs d'emplois et de prospérité

partagée. 1 500 participants sont attendus à cette première édition du forum Invest in west Africa. Un dispositif baptisé « Programme croissance » est mis en place par les organisateurs pour accompagner les dirigeants de PME-PMI afin de leur permettre de présenter pendant la rencontre un portfolio de projets mature, capables d'absorber des partenariats de croissance.

F.T.



Rentrée scolaire 2019-2020

Qu'en est-il du téléphone en milieu scolaire au Togo ?

L'année scolaire 2019-2020 a officiellement débuté hier 16 septembre 2019 sur l'ensemble du territoire national. Début d'une nouvelle aventure qui ressasse la thématique de l'usage des téléphones en milieu scolaire au Togo. En effet en 2018, au rang des mesures annoncées par le gouvernement dans le domaine de l'enseignement, figure celle de l'interdiction dès le 1er janvier 2019, de l'utilisation des téléphones portables en milieux scolaires au Togo. Une interdiction motivée, selon l'ancien ministre togolais en charge de l'Enseignement primaire et secondaire, Prof Komi Tchakpélé, par le mauvais usage des nouvelles technologies de l'information et de la communication par les élèves ; et qui sont en « passe de devenir un véritable fléau de notre temps par toutes les informations incontrôlées et incontrôlables qu'elles charrient ». Qu'en est-il donc de cette interdiction, dans la mesure où nombre d'élèves sont entrés en possession des téléphones pendant les vacances ? Quels impacts sur les résultats ? Quelles mesures pour réussir cette interdiction ?

La révolution des technologies de l'information et de la communication bouleverse profondément les habitudes des sociétés africaines. Tous les secteurs sont touchés y compris l'éducation où le téléphone portable a fait une entrée fracassante. Les Smartphones et autres gadgets

connectés voyagent désormais avec les apprenants jusque dans les salles de cours. Ces nouvelles habitudes contribuent aujourd'hui à changer le comportement des élèves et des étudiants et accentuent les actes d'indisciplines et de tricherie.

Impacts de l'usage du téléphone en milieu scolaire



Téléphone portable, source de distraction

À l'école, à la maison, dans les rues, la journée comme tard dans la nuit, le téléphone portable ne quitte pas certains apprenants. Permanemment connectés aux réseaux sociaux, ces jeunes hommes et femmes abandonnent de plus en plus leurs cahiers pour s'attacher à ce nouvel outil de communication qui remplace leurs livres et leur permet parfois d'accéder à une documentation plus fournie en ligne. Mais ce n'est pas le cas pour tous car certains l'utilisent pour passer du bon temps avec des amis et loin de tout souci d'éducation ou de recherche. Ceci explique en partie le taux d'échec jusqu'en 2017 aux différents examens

nationaux et les enseignants et élèves en sont conscients. La tricherie est devenue une mode à laquelle nombre d'élèves se fient. L'utilisation du téléphone portable peut nuire gravement à la qualité d'écoute et de concentration", précise le ministère de l'Éducation. De plus, son usage est à l'origine d'une part importante des incivilités et des perturbations au sein des établissements. En effet, bon nombre d'élèves, principalement du collège, ne sont pas attentifs en classe. Certains n'hésitent pas à envoyer des SMS durant le cours. Les enfants victimes de harcèlement scolaire sont aussi la cible de leurs camarades via les réseaux sociaux. Les téléphones

portables peuvent aussi susciter la convoitise, le vol chez les autres élèves. Aussi, beaucoup sont ces élèves qui font du téléphone portable un moyen de pression sur

les enseignants en les filmant à leur insu en vue de faire circuler ensuite la vidéo sur des blogs. Défis lancés durant les cours puis diffusés dans l'œil des portables des camarades.

Les risques auxquels sont exposés les enfants



Des élèves en classe, accrochés aux tablettes

La majorité des experts reconnaît les conséquences sur la santé: comportements agressifs, sommeil perturbé, conséquences des ondes sur la stérilité, problèmes de vue à cause des écrans de téléphones, etc. En août dernier, les chiffres du baromètre 2017 de la santé visuelle pointaient du doigt un résultat inquiétant : 41 % des 16-20 ans éprouvent des difficultés à voir de loin alors qu'ils n'étaient que 29 % un an plus tôt. Selon l'Association française pour l'amélioration de la vie, le lien de cause à effet avec les écrans est indiscutable. En octobre 2017, ce sont les chercheurs de l'université d'État de San Diego qui alertaient sur le manque de sommeil des adolescents à cause des écrans. Ils ont calculé que 5 heures par jour sur les écrans augmentent de 50 % les chances de moins dormir. La dépendance des jeunes aux Smartphones est devenue un réel enjeu de santé publique. Des pédiatres, des psychologues et des orthophonistes demandent aux autorités de réagir, de mener des campagnes nationales et de réaliser des études de terrain indépendantes, sans conflit d'intérêts avec l'industrie du numérique et de l'audiovisuel. Le crâne d'un enfant est moins développé et plus mince durant sa croissance, donc encore plus vulnérable aux effets secondaires de ces radiations. Les experts

estiment donc que le cerveau d'un enfant est plus sensible aux dangers des rayonnements des ondes du téléphone portable. Selon l'Agence internationale française pour la recherche sur le cancer: lorsqu'il est utilisé par les enfants, l'accumulation moyenne des radiofréquences est deux fois plus élevée dans le cerveau de ceux-ci, et dix fois plus élevée dans la moelle osseuse, par rapport à l'utilisation du téléphone mobile par un adulte. La dépression: l'utilisation des réseaux sociaux augmente aussi les risques de dépression, en particulier chez les adolescents qui les utilisent de manière passive (c'est-à-dire qu'ils regardent les photos des autres sans interagir ou en publier eux-mêmes). Troubles du sommeil: une augmentation des troubles du sommeil chez ceux qui dorment avec leurs téléphones. Générée par les diodes électroluminescentes (Led), la lumière de l'écran active 100 fois plus les récepteurs photosensibles de la rétine que la lumière blanche d'une lampe. Du coup, même avec une luminosité faible, l'écran du portable tient éveillé, retardant l'horloge interne et impactant la qualité du sommeil. L'exposition à la lumière (en particulier la lumière bleue) et l'activité sur écrans avant de dormir affecte les niveaux de mélatonine et peut retarder ou perturber le sommeil. Exposition précoce à l'alcool, au tabac et au

sexe: une étude anglo-saxonne a montré que les principales marques d'alcool ont renforcé leurs présences sur Facebook, Twitter et You Tube ces dernières années. Et que 12% des 10-19 ans ont déjà envoyé une photo à caractère sexuel à quelqu'un d'autre. Tout ce constat n'enlève pas au portable, son utilité et certains

enseignants en sont conscients. Au sortir des classes, entre l'école et le domicile, le téléphone portable peut permettre aux élèves de communiquer avec leurs parents en cas de difficultés ou lorsqu'un problème surgit. Il leur permet également de communiquer entre eux pour les besoins de leurs groupes d'études.

qualité, la formation pédagogique des enseignants sera renforcée, avec notamment la construction déjà en cours d'une septième Eni dans la région des Savanes, et la consécration à terme, de l'ENS d'Atakpamé à la formation pédagogique des inspecteurs et conseillers pédagogiques et au renforcement des capacités des enseignants. De même, la réforme se poursuivra au cours primaire, avec l'élaboration, l'impression et la distribution progressives de nouveaux manuels, tandis que

le rythme actuel d'innovation et de rénovation des programmes sera maintenu dans les collèges, voire accéléré avec l'introduction progressive des technologies de l'information et de la communication dans l'éducation.

Également, les enseignants sont mandatés de donner un enseignement de qualité aux élèves et de s'abstenir de tout traitement et punitions violentes allant à l'encontre des droits individuels et collectifs des enfants.

Source : education.gouv.tg

Le gouvernement togolais : pour un engagement ardu



Taïrou Bagbiegue, ministre togolais de la Formation et de l'insertion professionnelle

Les différentes contributions au sein du groupe de travail ont permis de mettre en évidence les plus importantes mesures engagées par l'Etat au cours des dernières années, pour répondre aux préoccupations et aux revendications des enseignants du secteur public, d'identifier les défis et besoins prioritaires auxquels le secteur de l'éducation demeure confronté, et de prendre connaissance des moyens et ressources budgétaires alloués au secteur de l'éducation. Grâce à la détermination de tous les acteurs, ainsi qu'à l'esprit de dépassement et au patriotisme de chacun, des engagements réciproques ont été pris, en vue de rétablir durablement le climat d'apaisement et de sérénité nécessaire au bon déroulement des activités pédagogiques et scolaires, de promouvoir la compréhension et la confiance mutuelles entre tous les acteurs de notre système éducatif, et de favoriser les conditions propices à la poursuite des efforts pour apporter des réponses adéquates et durables aux besoins et défis du secteur de l'éducation. Ainsi, la démarche inclusive et participative et l'approche globale dans la résolution efficiente et durable des défis de notre secteur ont été consacrées, et un consensus sur les principaux objectifs et priorités du système éducatif togolais a été établi. De façon particulière, le gouvernement a notamment consenti en faveur des enseignants. Un plaidoyer pour la sanctuarisation du budget de l'éducation pour

l'année 2018, afin de permettre notamment les recrutements prévus des enseignants, et pour un accroissement des investissements et des ressources budgétaires alloués au secteur de l'éducation nationale. Une revalorisation supplémentaire des primes des enseignants pour l'année 2018, pour un montant d'un milliard de francs (1.000.000.000 F) CFA, et de deux milliards de francs (2.000.000.000 F) CFA pour l'année 2019, en plus des augmentations intervenues antérieurement. Un dixième de ces nouvelles augmentations de primes sera octroyé aux enseignants sur la base de critères de mérite, de rendement et de performance. L'institution, à partir de 2020, d'un cadre de dialogue et de concertation entre le gouvernement et les acteurs du système éducatif, afin d'examiner de manière participative, les prévisions de dépenses budgétaires du secteur de l'éducation et les allocations de ressources pour faire face à l'ensemble des défis et besoins. En outre, le gouvernement a réaffirmé sa volonté de mettre en œuvre les mesures et les engagements adoptés depuis janvier 2017 en faveur de l'enseignement confessionnel, notamment en ce qui concerne l'amélioration de la subvention de l'Etat, l'intégration de l'indemnité forfaitaire de vingt mille francs (20.000 F) CFA, et la signature de la convention régissant les relations entre l'Etat et les confessions religieuses en matière d'enseignement confessionnel. Pour relever davantage le défi de la

Parents : vers plus de responsabilité éducative



En classe, se passer des téléphones pour mieux suivre les cours

L'utilisation des téléphones portables par les élèves relève essentiellement de la responsabilité des parents. Ils sont, a priori, les premiers à équiper leurs enfants d'un tel outil. Alors les parents sont appelés à se poser une série de questions: quelles sont les raisons pour lesquelles votre enfant souhaite avoir un téléphone portable ? Pensez-vous qu'il en ait besoin ? Est-il capable d'évaluer le temps passé sur son téléphone ? Quel forfait et quel type de téléphone pourraient lui convenir ? S'il s'agit de suivre la tendance, renseignez-vous auprès des autres parents d'élèves. Ont-ils vraiment tous acheté un nouveau téléphone ou votre enfant fait-il référence à celui de son camarade ? A l'inverse, est-il le seul de sa classe à ne pas en avoir un ? Le niveau d'étude de l'enfant est compatible au système de fonctionnement d'un téléphone ? Ses résultats scolaires sont-ils toujours bons ? Il faut avant tout dialoguer avec son enfant avant d'instaurer des sanctions et confisquer tout appareil mobile ou mettre en place un contrôle de surveillance parentale. Ce manque

de confiance génère à la fois du stress et un sentiment de suspicion pour l'enfant, et une perte de confiance en soi du côté du parent. Que va-t-il chercher ? Qu'est-ce que cela lui apporte au niveau de son développement personnel, de sa sociabilité ? Il faut ensuite poser un cadre, des limites qui doivent être claires et évolutives.

Enseignants et responsables : servir de garde-fou

Si l'Etat togolais interdit l'usage des téléphones portables en milieux scolaires togolais, les autres acteurs de l'éducation (enseignants, directeurs, parents d'élèves, etc.), doivent d'ores et déjà penser à comment contribuer pour l'atteinte de cet objectif. En attendant un projet de loi relatif à cette interdiction, voire son adoption, il est donc indispensable pour chaque établissement de penser à un règlement intérieur de l'utilisation des téléphones à l'intérieur des écoles. Les élèves, principaux concernés doivent faire preuve de bonne foi et de bon sens pour leur bien.

Réalisé par Attipoe Edem Kodjo



Introspection

Tu quittes la maison pour aller au travail Maman prie pour toi. Tu commences à travailler ; Maman prie pour toi. Tu refuses de l'appeler... Maman continue à prier pour toi en souhaitant tout le meilleur pour toi. Maintenant tu es devenu quelqu'un et tu as oublié Maman. Tu achètes un iPhone pour ta chérie qui n'était pas à tes côtés lorsque tu étais dans des moments difficiles mais tu laisses Maman avec un vieux portable attaché avec du caoutchouc. Tu pars pour voir Maman avec ta voiture de luxe et tu donnes 500f à Maman mais Maman continue à prier pour toi. Mais tu prends ta chérie pour aller faire du shopping (achats) chaque mois. Maman continue à porter ses vieux pagnes que Papa lui avait acheté depuis des années. Mais avec tout ça Maman continue à prier pour toi. Maman te téléphone mais tu refuses de décrocher et tu parles même à ton ami que Maman t'emmerde avec ses appels. Dieu est entrain de te suivre mais Maman continue à prier pour toi. Maintenant Maman n'est plus elle est décédée à cause de la famine et ta pression. Finalement les choses deviennent moches pour toi. Tout ce que tu possèdes c'est grâce à la prière de Maman. Ta chérie te quitte parce-que tu n'as plus rien. Mon cher, il n'y a rien de plus cher dans la vie que ta maman.

Bon à savoir: Le cri des animaux

L'abeille - bourdonne	La cigale - chante, craquète, stridule
L'agneau - bêle	La cigogne - claquète, craque, glottore
L'aigle - glapit, trompette	Le cochon - grogne, grouine
L'alouette - grisolle, tirelire	La colombe - roucoule, émit
L'âne - brait	Le coq - chante, coquerique
La bécasse - croule	Le corbeau - croasse, graille
La belette - belotte	La corneille - babille, craille, criaille
Le bélier - blatère	Le coucou - coucoule
La biche - brame, rait, rée	Le courlis - siffle
Le boeuf - beugle, meugle, mugit	Le crapaud - coasse
Le bouc - béguète, chevrote	Le crocodile - lamente, pleure; vagit
La brebis - bêle	Le cygne - siffle, trompète
Le buffle - beugle, mugit, souffle	Le daim - brame, rait, rée, rôle
Le butor - bouffe	Le dindon - glougloute
La caille - carabe, caquète, carcaille	L'éléphant - barète, barrit
Le canard - cancanne ou nasille	L'épervier - glapit, piaille
Le cerf - brame, rait, ralle ou rée	L'étourneau - pisote
Le chacal - aboie, jappe, raule	Le faisan - criaille
Le chameau - blatère	Le faon - rôle
Le chat - miaule, ronronne	Le faucon - réclame
Le cheval - s'ébroue, hennit	La fauvette - zinzinule, fredonne
La chèvre - béguète, bêle, chevrote	Le geai - cacarde, cajole, jase
Le chevreuil - brame, rait, rée	Le goéland - pleure
Le chien - aboie, clabarde	La grenouille - coasse
La chouette - chuinte, hue, hulule	Le grillon - craquète, crisse, grésille.

Photo du jour

À peine une demie journée à l'école....
Voilà que ça a déjà commencé
Motif de la Bagarre : " il a volé mon
laccraie "



Les bons plans et les bonnes adresses

COURRIER EXPRESS

DHL (Qtier Nyékonakpoè, 15 78 ; Bd du 13 Janvier, Galerie Tountouli) Tél: 22 21 68 51
EMS TOGO (Tél: 22 26 70 51)
FEDEX (276; Bd du 13 Janvier, immeuble FIATA; 1e étage) Tél: 22 21 24 96
TOP CHRONO (Assiganto; Av Sylvanus Olympio) Tél: 22 21 73 68
SDV EXPRESS (Rue du commerce) Tél: 22 22 41 26

OPERATEURS TELEPHONIQUES

MOOV :Tél. 22 20 13 20
TOGO CELLULAIRE : Tél. 22 22 66 11
TOGO TELECOM : Tél. 22 21 47 14

SANTÉ GENERALISTES

DR CORINNE JOULIN-KARKA ; Tél: 22 23 46 77
CLINIQUE BIASA; Tél: 22 21 11 37
CLINIQUE SAINT-RAPHAËL; Tél: 22 25 92 77
CHU TOKOIN; Tél: 22 21 25 01
CHU CAMPUS; Tél: 22 25 47 39 / 22 25 77 68
HORLOGE PARLANTE; Tél: 116
CLINIQUE UNIDIAL spécialisée en Hemodialyse / Tokoin habitat
Rue des filaos; Tel 23 36 01 00 / 90 39 45 72

OU MANGER ET DORMIR A LOMÉ?

HOTEL RESIDENCE « LES ANGES » Qtier : Foréver ; Tél : 90 17 03 30
HÔTEL BALKAN (Qtier Hédranawé) ; Tél : 22 61 30 63
LE MERLOT (Qtier Kassablanca) Tél : 93 05 11 11

MUSCULATION ET MASSAGE

Le NAUTILUS-FITNESS: HOTEL RESIDENCE « LES ANGES» Tél : 22 26 34 71 / 90 17 03 30
AFT (Africa Fitness Time) Qt: Décon. Tél: 97 99 7919
BODYBUILDING-CLUB (Rue des hydrocarbures) ; Tél: 90 24 10 72
GYM CENTER (Qtier Nyékonakpoè, Avenue Joseph Strauss) ; Tél: 90 04 76 60
GYM FIL«O»PARC (Agoè Nyivé) ; Tél : 22 35 18 28
GYM GHIS PALACE (Qtier Baguida) ; Tél : 22 71 49 70

AGENCE DE COMMUNICATION

AG Partners: Sise à Cassablanca
www.couleurafrique.com

Larry Event Day (LED)
Une agence événementielle, Organisation d'évènement privé et professionnel
Communication, Location d'espaces
Conseils, Wedding Planner et Décoration
Tél/ 22 21 87 80 / Cel: 98 77 40 54
Avenue François Mitterrand rue des Cocotiers

SUPERS MARCHES A LOMÉ

CONCORDE (Atikoumé; juste à côté de l'UTB Marche)
RAMCO (Qtier Assivito, Av de la Nouvelle Marche)
LE CHAMPION SUPER MARCHÉ (Boulevard du 13 Janvier); Tél: 22 22 74 43

FRUITS ET LEGUMES

MARCHE ABATTOIR (Juste en face du Super Marche Le Champion)
MARCHE DE GOYI SCORE (Juste en face du Super Marche RAMCO)
PANIER BIO CENTRE MYTRO NUGNA (Qtier Adidogomé, carrefour des Franciscains), Tél: 91 81 25 38

DANSE ET COURS DE ZUMBA

AFT : Quartier: Décon. Tél: 97 99 7919
COURS DE CAPOEIRA ; Salle GYM TONIC. Tél: 90 79 79 90
COURS DE ZUMBA : HOTEL RESIDENCE « LES ANGES»; Qtier : Foréver ; Tél : 90 17 03 30
COURS DE ZOOMBA (VITAL CLUB, Nana BLAKIME) ; Tél 90 30 38 75
CIE CADAM (Danse traditionnelle africaine) ; Tél: 90 15 39 87
SALSA (Club Salsa 7- Henry Motra) ; Tél : 91 70 61 86

AVIATION

AERO-CLUB DU GOLFE (Route de l'aéroport)
Tél: 22 40 04 99

Pharmacies de garde de Lomé du 16 au 23 /09/ 2019

BOULEVARD DOULASSAMÉ 22216549
CENTRE FACE SGGG 22218330
ND DE MEDJ FACE BYBLOS 22352002
AMESSIAME BÈ 96329760
DEO GRATIAS KOTOKOU 22218331
EMMANUEL KODJOVIKOPÉ 22213098
SOURCE DE VIE 22224571
ST KISITO BD. DE KARA 22219963
LIBERATION AV. LIBÉRATION 22222525
PROVIDENCE BD. JEAN PAUL II 22266648
UNIVERS SANTÉ CAMPUS 22618143
INTERNATIONALE BD. HAHO 22268994
APOTHEKA KEGUÉ 22615757
RAUDHA TOGO 2000 91613332
PHARMACIE 2000 BE 22700169
CHRIST ROI KAGOMÉ 22274666
ADIDOGOME ADIDOGOMÉ 22505485
SILOE APÉDOKOE 90802639
ACTUELLE SÉGBÉ 22511172
JAHNAP DJIDJOLÉ 22512286
VIGUEURAGBALEPEDOGAN 22516330
DELALI CACAVELI 22250690
SOLIDARITE AVÉDJI 22503707
ORCHIDEE LEO 2000 22513040
APOLLON AVÉDJI 70410107
ST MICHEL AGOENYIVÉ 22517022
ST ESPRIT AGOËNYIVÉ 70402906
APOU ANTOINE AGOËNYIVÉ 22191215
DIVINA GRACIA AGOËFIOV 93839100
EXCELLENCE AGOE 22517787
ZONGO TOGBLEKOPÉ 70452316
SANGUERA SANGUERA 70428080
BAGUIDA BAGUIDA 70424777
AVEPOZO AVEPOZO 22270486

Quelques ambassades et consulats

- Ambassade des États-Unis; Tél: 22 61 54 70
- Ambassade d'Allemagne; Tél: 22 23 32 32
- Ambassade de France; Tél: 22 23 46 40
- Ghana Embassy; Tél: 22 21 31 94
- Ambassade d'Egypte; Tél: 22 21 24 43
- Ambassade du Niger; Tél: 22 21 60 25
- Ambassade de Chine; Tél: 22 22 38 56
- Union Européenne; Tél: 22 53 60 00
- Consulat de Belgique; Tél: 22 21 03 23
- Consulat de France; Tél: 22 23 46 40
- Consulat de Suisse; Tél: 22 20 50 60
- Consulat de Canada; Tél: 22 51 87 30
- Ambassade du Nigéria; Tél: 22 21 60 25
- Ambassade du Gabon; Tél: 22 26 75 63
- Ambassade du Brésil; Tél: 22 61 56 58
- Consulat de Sénégal; Tél: 22 22 98 35
- Consulat du Burkina Faso. Tél: 22 26 66 00
- Consulat du Niger; Tél: 22 22 43 31
- Consulat du Bénin; Tél: 22 20 98 80
- Ordre de Malte; Tél: 22 21 58 11
- RDC; Tél: 90 08 38 53

Musique / Gims

Pour lui, 28 septembre tout commence

Le rappeur congolais « Maître Gims » devenu « Gims » en mars dernier, compte faire passer les siens avant sa carrière musicale. Dans un entretien accordé à Franceinfo, il a dévoilé son intention de marquer une pause dans sa carrière après son prochain concert événement au Stade de France. Prévu le 28 septembre prochain, ledit concert serait tout pour Gims qui envisage « tout donner » pour que cette date soit à jamais graver dans son cœur ainsi que celui de ses fans.

D'après un dicton, chacun a trois types de vie à savoir une vie publique, une vie privée et une vie secrète. Néanmoins, être passionné d'un art comme la musique peut priser sur sa vie privée. Tout pousse à croire que c'est le cas du Congolais « Gims ». Entre albums et tournées, le rappeur de 33 ans n'a plus vraiment le temps

pour sa famille. Après son concert au Stade de France ce 28 septembre, Maître Gims devenu Gims depuis mars 2019 compte réduire son rythme de travail en musique pour se consacrer aux siens. « Je crois que je vais m'arrêter là, en fin d'année. Parce que j'ai envie de profiter. Je n'arrête pas ma carrière, mais ce ne sera pas comme les années précédentes »,

a précisé Gims. Avoir une vie professionnelle est une chose et avoir une vie privée en est une autre. Père de quatre enfants, à cause de sa carrière musicale, Gims dit rater beaucoup de choses dans la vie de ses enfants. «... Chaque fois que je rentre, je découvre mes enfants, de nouvelles choses que j'ai ratées, je n'ai pas été



Gims

témoin de ceci ou cela, et ça, on ne peut pas le rattraper», a-t-il confié. Gandhi Djuna, alias Gims (ex Maître Gims), né le 6 mai 1986 à Kinshasa, est un chanteur, rappeur et compositeur congolais. Membre du groupe Sexion

d'Assaut, il sort son premier album solo Subliminal en 2013, qui s'écoule à un million d'exemplaires. Deux autres albums suivent, Mon cœur avait raison (2015) et Ceinture noire (2018).

Nadia Edodji

Littérature africaine / Cameroun

Djaïli Amadou Amal, distinguée officier de l'ordre de la valeur

Il est toujours bien de décerner des prix ou décorations à toutes ces personnes qui se battent de nuit comme de jour pour le développement de leur pays ou leur continent. Au Cameroun, l'écrivaine Djaïli Amadou Amal vient d'être élevée au rang d'Officier de l'ordre de la valeur du Cameroun.

Récemment lauréate du 1er prix Orange du livre en Afrique, Djaïli Amadou Amal mène un perpétuel combat pour l'épanouissement de la femme africaine. Pourvue de sa plume flexible à l'expression vindicative, l'auteure camerounaise n'en démord pas lorsqu'il faut défendre la cause de la femme. Elle est désormais élevée au rang d'Officier de l'ordre de la valeur du Cameroun. Née en 1975 à Maroua dans le département de Diamaré situé dans la région de l'Extrême-Nord du Cameroun, Djaïli Amadou Amal est une militante féministe et écrivaine camerounaise. Elle s'impose telle une femme

engagée et est auteure de 3 ouvrages qui traitent communément du statut de la femme peule. Mariée à l'âge de 17 ans, son expérience personnelle lui permet quelquefois de mieux structurer ses écrits. Elle est considérée comme « la voix des sans voix » par la presse du Cameroun. L'auteure a récemment été lauréate de la première édition du prix Orange du livre en Afrique à Yaoundé. La distinction qui l'a honoré par le prix Orange du livre en Afrique, est un symbole frappant du combat que mène Amal pour le changement de mentalités en Afrique. Dorénavant, l'écrivaine Djaïli Amadou Amal occupe le rang d'Officier de l'ordre



Djaïli Amadou Amal

de la valeur. « Une fierté d'être ainsi consacrée en son pays. Ceci est d'autant plus important pour moi que la femme et particulièrement celle du Grand-

-Nord Cameroun dont je suis issue, de par la condition qui est la sienne

et les difficultés auxquelles elle est implacablement confrontée, a plus que jamais besoin de modèles pour les inspirer sur la voie de son accomplissement dans la société qui est la sienne. La littérature en constitue une, cette voie qui, il y a seulement quelques petites années,

dix ans tout au plus, ne comptait aucune femme issue du septentrion camerounais ! C'est tout dire quand l'on sait que la grande région nord-camerounaise pèse pratiquement 45% de la population nationale », a confié Djaïli Amadou Amal.

N.E.

Lire

« Nana » d'Emile Zola. Ed Beq. Pp 393-395

« ...Nana, qui, elle aussi, se baisait dans la glace. Alors, Muffat eut un soupir bas et prolongé. Ce plaisir solitaire l'exaspérait. Brusquement, tout fut emporté en lui, comme par un grand vent. Il prit Nana à bras-le-corps, dans un élan de brutalité, et la jeta sur le tapis. Laisse-moi, cria-t-elle,

tu me fais du mal ! Il avait conscience de sa défaite, il la savait stupide, ordurière et menteuse, et il la voulait, même empoisonnée. Oh ! c'est bête ! dit-elle, furieuse, quand il la laissa se relever. Pourtant, elle se calma. Maintenant, il s'en irait. Après avoir passé une chemise de nuit garnie de dentelle, elle vint s'asseoir par terre, devant le feu. C'était sa place favorite. Comme elle le questionnait de nouveau sur la chronique

de Fauchery, Muffat répondit vaguement, désireux d'éviter une scène. D'ailleurs, elle déclara qu'elle avait Fauchery quelque part. Puis, elle tomba dans un long silence, réfléchissant au moyen de renvoyer le comte. Elle aurait voulu une manière aimable, car elle restait bonne fille, et ça l'ennuyait de faire de la peine aux gens ; d'autant plus que celui-là était cocu, idée qui avait fini par l'attendrir. Alors, dit-elle

enfin ; c'est demain matin que tu attends ta femme ? Muffat s'était allongé dans le fauteuil, l'air assoupi, les membres las. Il dit oui, d'un signe. Nana le regardait, sérieuse, avec un sourd travail de tête. Assise sur une cuisse, dans le chiffonnage léger de ses dentelles, elle tenait l'un de ses pieds nus entre ses deux mains ; et, machinalement, elle le tournait, le retournait. Il y a longtemps que tu es marié ? demanda-t-elle. Dix-neuf

ans, répondit le comte. Ah !... Et ta femme, est-elle aimable ? Faites-vous bon ménage ensemble ? Il se tut. Puis, d'un air gêné : Tu sais que je t'ai priée de ne jamais parler de ces choses. Tiens ! pourquoi donc ? cria-t-elle, se vexant déjà. Je ne la mangerai pas, ta femme, bien sûr, pour parler d'elle... Mon cher, toutes les femmes se valent... Mais elle s'arrêta, de peur d'en trop dire... »

Interview / Lutte contre le changement climatique

Koffi Agbossoumonde confirme la naissance de cinq nouveaux écovillages pour bientôt

Dans la première partie d'un grand entretien qu'il a accordé au quotidien Togo Matin, Koffi Agbossoumonde, environnementaliste et coordonnateur du programme national des écovillages nous faisait découvrir les composantes et les avantages du projet. Dans cette deuxième partie, il nous explique comment toujours avec le soutien du Programme des Nations unies pour le développement (Pnud), le gouvernement togolais compte créer bientôt cinq nouveaux écovillages sur l'ensemble du territoire.



Koffi Agbossoumonde, coordonnateur du programme national des écovillages

Togo Matin : Le Togo est sur le point de créer de nouveaux écovillages. Confirmez-vous cette information ?

Koffi Agbossoumonde : Cette information est vraie. Sur la base des effets de développement local visés par le programme national des écovillages, les résultats atteints et les transformations positives déjà amorcées dans les deux écovillages pilotes, le Pnud, dans l'appui aux initiatives et efforts au gouvernement du Togo a retenu, dans la mise à échelle du programme écovillages, d'identifier cinq nouveaux villages et d'élaborer leurs programmes d'investissement à mettre en œuvre dans le prochain cycle programmatique du Pnud à travers le nouveau CPD 2019-2023 pour une contribution à l'atteinte des effets du Plan cadre des Nations Unies pour le développement (PCAD) ou United Nations Development Assistance Framework, (UNDAF) en lien avec le Plan national de développement (PND).

Quelles sont les localités qui sont concernées par le projet et sur quelles bases ont-elles été choisies ?

Les 5 nouveaux villages se présentent par région comme suit : (1) Zanve

dans la région Maritime, préfecture des Lacs, canton d'Agoègan ; (02) Klotchome dans la région des Plateaux, préfecture de Haho, canton d'Asrama ; (3) Doufouli dans la région Centrale, préfecture de Blitta, canton de Doufouli ; Amonde dans la région de la Kara, préfecture de la Binah, canton de Sirca et Nassiete dans la région des Savanes, préfecture de Tandjoaré, canton de Goundoga.

Les critères de sélection portent globalement sur l'efficacité dans le processus de transformation des villages en écovillages à travers la taille approximative du village autour de 500-1000 habitants pour une dynamique de l'effet de groupe devant garantir le succès et minimiser les coûts de transformation des villages en écovillages. L'on retiendra aussi le regroupement des concessions dans l'optique de minimiser également les coûts portant notamment sur l'adduction d'eau et le câblage pour l'éclairage des rues et des espaces publics, la cohésion sociale nécessaire à une effective dynamique de l'effet de groupe. Il sera aussi question de la nature des acquis sur lesquels s'appuyer à travers

les infrastructures et équipements déjà en place et les actions en cours en termes d'encadrement, de renforcement des capacités et de réalisations d'actions de développement par d'autres projets, les ONG et les services déconcentrés de l'Etat, toujours dans l'optique de minimiser les coûts et d'offrir les possibilités de réplication au profit d'un plus grand nombre de villages. Les éléments dont on tiendra compte sont la localisation du village à la périphérie d'un écosystème naturel en vue d'une réduction des pressions des hommes et du bétail sur les ressources naturelles, le potentiel écotouristique de la localité et le potentiel de conservation de l'environnement global à travers la protection des espèces animales et végétales.

L'objectif à terme est-elle d'ériger des écovillages au sein de toutes les communautés rurales de notre pays ?

Pour faire face aux importants défis de développement local affectant l'essor économique et social en milieu rural et la conservation de l'environnement global et qui s'accroissent avec les nombreux effets déjà

constatés du changement climatique, cette stratégie novatrice du concept des écovillages fondée sur l'intégration dans une même approche de lutte contre la pauvreté à travers le renforcement de la gouvernance à la base, la préservation de l'environnement et des ressources naturelles, le renforcement de l'accès des populations aux services sociaux de base et l'amélioration des conditions de vie en s'appuyant sur les énergies renouvelables est à encourager si les moyens le permettent.

Quelles sont les mesures prises pour viabiliser les écovillages existants et surtout assurer leur pérennité ?

Pour assurer la pérennisation des activités dans les écovillages, l'approche de gestion est basée sur le pilotage inclusif de la gouvernance communautaire du développement afin d'assurer la durabilité du projet et son maintien ainsi que le renouvellement des infrastructures et des équipements de développement durable mis en place. Ainsi, des organes de gouvernance locale ont été mis en place de façon démocratique et le développement des capacités effectué au niveau des communautés villageoises pour assurer la bonne gestion, la maintenance et l'entretien des différentes réalisations. Ces renforcements des capacités se sont déroulés dans un esprit de dialogue et d'apprentissage collectif, intégrant des enjeux et défis majeurs liés à la préservation de l'environnement, la gestion durable des ressources naturelles et à la lutte contre les changements climatiques dans une approche de planification locale assurant une mise en œuvre efficace des activités et l'obligation de rendre compte.

Aussi, des synergies d'actions ont été développées entre le ministère de l'environnement et d'autres ministères sectoriels impliqués afin de mutualiser les moyens pour plus d'impacts et aussi pour assurer le suivi et l'accompagnement technique permanent à

travers leurs services déconcentrés. C'est le cas par exemple de la synergie d'action entre le ministère de l'Environnement et celui du Développement à la base dans le cadre de l'initiative écovillage en introduisant pour la première fois au Togo de l'énergie renouvelable, plus précisément, l'énergie solaire dans le fonctionnement des plateformes multifonctionnelles avec pour objectif de diminuer la dépendance au gasoil dans le but de préserver l'environnement et d'augmenter la rentabilité des plateformes.

Des partenariats ont été également développés entre le ministère de l'Environnement et des ONG. L'exemple le plus remarqué est le partenariat entre le ministère de l'Environnement et l'ONG suisse dénommée Happy TOGO dans la création d'une ferme agroécologique dénommée Femodo (Ferme modèle de Donomadé).

En dehors des villages, ne faut-il pas aussi penser à rendre nos villes plus écologiques ?

Le plus grand défi de notre époque est d'assurer la préservation de notre environnement et le bien-être de la population. La grande quantité de polluants produits dans les zones urbaines exerce des pressions croissantes sur l'écosystème mondial et la santé. En plus, les régions urbaines sont les principaux marchés qui favorisent l'exploitation des ressources.

À l'heure du changement climatique et alors que la population urbaine ne cesse de croître, nous devons repenser nos villes en adoptant des habitats écologiques, le recyclage des eaux, la valorisation des déchets, les transports non polluants... afin de garantir une planète vivable pour les générations à venir.

En somme, Les actions de développement durable doivent normalement être adoptées partout que ce soit en milieu urbain ou dans les campagnes. Mais tout dépend des politiques et des moyens disponibles pour aller vers cette transition.

Propos recueillis par Edem Dadzie

« Give them a smile »

Gabine Amoussou donne du sourire aux enfants nécessiteux

Dans le sillage de la rentrée scolaire 2019-2020 qui vient de démarrer, de bonnes volontés continuent de se manifester pour aider les enfants nécessiteux à bien entamer cette nouvelle phase de leur vie. C'est le cas de Gabine Amoussou, animatrice télé à travers son projet caritatif « Give them a smile ».

Beaucoup d'enfants dans notre pays vivent dans le dénuement. Ils ont à peine de quoi subvenir à leurs besoins. Et lorsqu'approche la rentrée scolaire, les parents sont désorientés. C'est ainsi que des personnes aux bons cœurs à travers associations, fondations ou personnellement volent à leur secours.

D'ailleurs le gouvernement à travers le ministère de l'Action sociale s'y met aussi. Mais n'étant pas suffisant, il faut que tous ceux qui le peuvent contribuent à faciliter la vie à ces êtres innocents et à leurs familles. Mais

certains d'entre eux n'ont plus de parents et doivent leur survie aux orphelinats.

Grâce à un appel lancé sur les réseaux sociaux, la responsable du projet a réussi à collecter des dons en vivres et non vivres et des articles scolaires d'une valeur de plus de 500 000 FCFA. Cette cagnotte profitera pour un début aux orphelinats La Jarre et Jésus le bon berger qui rassemblent au total 63 enfants dans la préfecture du Zio.

Samedi dernier la remise a été faite devant les dirigeants des deux orphelinats et devant



Gabine Amoussou entourée par deux bénéficiaires

les représentants de la caritative est soutenue Djifason. Cette action par l'artiste de la chanson

La rédaction

Grâce à Rotary Club Zénith et Doyen

Les enfants de Missawomé d'Agou ont de quoi passer une bonne année scolaire

La fin des vacances a marqué le début des activités de don de fournitures scolaires par des structures tant publiques que privées. C'est le cas de Rotary Club Lomé Doyen et Rotary Club Lomé Zénith, qui ont fait des dons, samedi 14 septembre 2019, à Missawomé (localité située à plus de 30 km de la ville d'Agou-Togo). Ces dons de fournitures scolaires ont permis aux enfants de cette localité de passer en toute quiétude cette année scolaire, débutée hier lundi 16 septembre. Quels sont les kits scolaires offerts ? Pourquoi Missawomé comme cible ? Combien en ont bénéficié ?

Rotary Club Lomé Doyen et Rotary Club Lomé Zénith, deux groupements appartenant à la grande famille de Rotary Club, ont jugé nécessaire d'unir leurs ressources pour apporter de l'aide aux nécessiteux. Ils ont donc choisi le domaine de l'éducation de base dans une localité reculée de Lomé : Missawomé, village situé dans la préfecture d'Agou. Choix d'une localité qui n'est pas anodin. « Missawomé parce-que les enfants sont laissés pour compte dans le milieu et selon le directeur d'un des établissements, 1/3 des enfants n'est pas en

mesure d'avoir la fourniture scolaire durant le premier mois de la rentrée scolaire », a affirmé Aude Tossou, président de Rotary Club Lomé Zénith. Cette action de dons composés des cahiers, des livres, des ensembles géométriques, des stylos, s'est avérée satisfaisante conformément aux objectifs fixés. « Nous avons offert des fournitures scolaires à plus de 320 élèves du CP1 au CM2. Je dis fièrement que c'est une satisfaction et nos objectifs sont atteints, parce qu'au départ, c'est de satisfaire 271 élèves mais à notre arrivée nous nous sommes



Aperçu d'une partie des enfants bénéficiaires des dons

retrouvés avec plus de 320 élèves et tous ont reçu les fournitures », dit Aude Tossou. Outre les dons, les responsables des deux clubs n'ont pas manqué d'instruire les élèves, les responsables et les parents

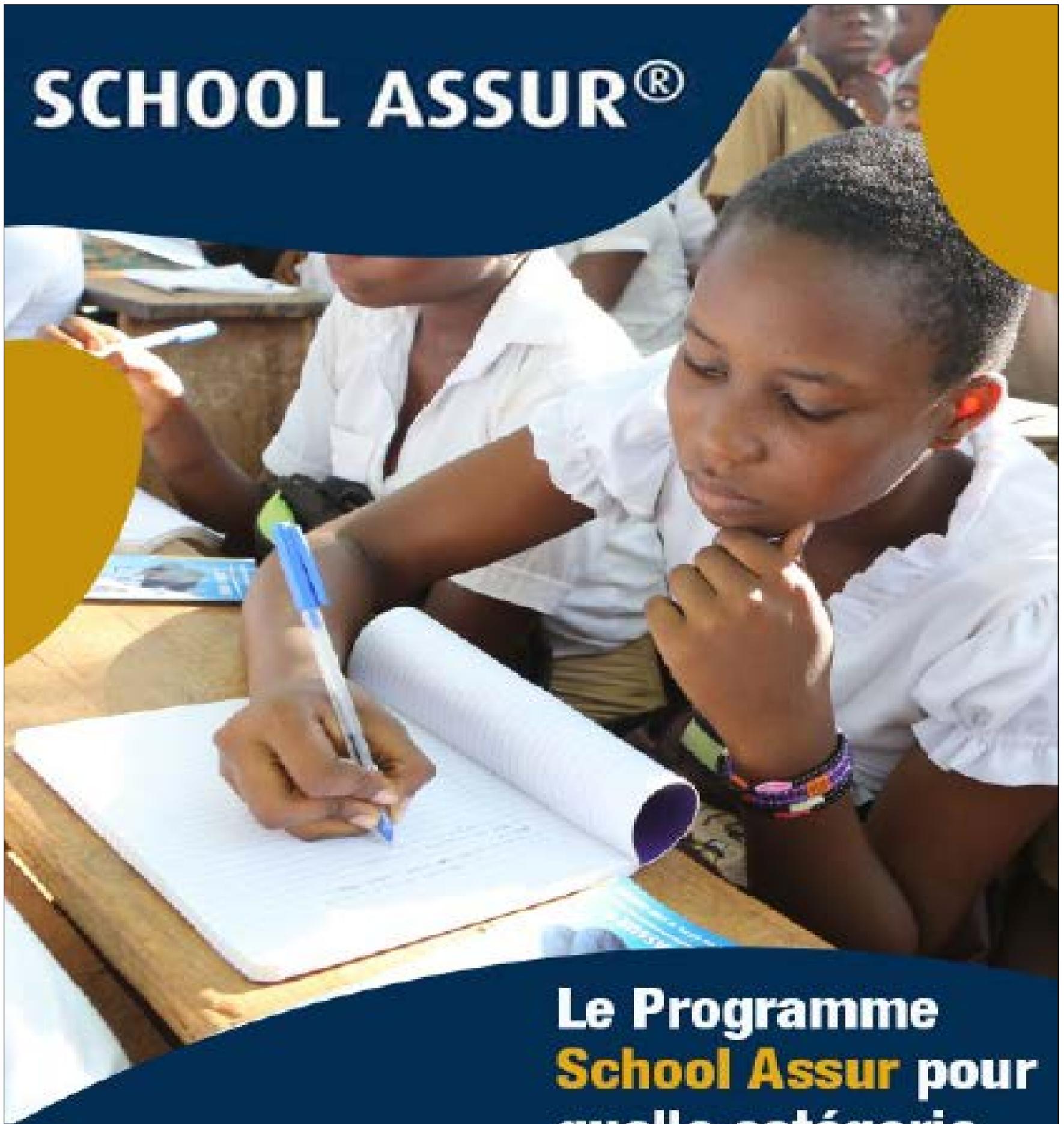
sur la notion de paix qui devrait être de rigueur dans la famille, base de l'éducation des enfants.

Rotary Club Lomé Doyen et Rotary Club Lomé Zénith projettent faire une tournée

de formation sur l'emblème du pays qui est le drapeau, ainsi que la formation sur les notions de bases en informatique et autres domaines instructifs.

Attipoe Edem Kodjo

SCHOOL ASSUR®



**Le Programme
School Assur pour
quelle catégorie
d'apprenants ?**

**Tous les apprenants des écoles
primaires, des collèges et lycées
publiques (soit du CP1 en
Terminale) du Togo sont éligibles.**

f School Assur Togo **t** @SchoolAssurT